



attac

Le Courriel d'information

n°222 – Mardi 27 mars 2001.

NOM DE CODE: TIA

Dans ce numéro

- 1- Vive la finance !
- 2- L'effet Tia
- 3- L'ère de Frankenstein
- 4- Brèves de Russie
- 5- Le principe de la demande implicite
- 6- Barcelona 2001
- 7- Pétition « Le Médicament n'est pas une marchandise »
- 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- *Vive la finance!* Mercredi 28 diverses mobilisations d'ATTAC vont marquer, en France, à leur manière, la finale des Masters de l'économie, jeu financier organisé par la banque CIC à l'intérieur des collèges et lycées. Mais la City (bourse de Londres) contre-attaque et vient de sortir son arme secrète : elle porte le nom de code TIA. Elle a bien du mal avec les tables de la multiplications qu'elle vient pourtant de précipiter sur le veau d'or de la spéculation.

2- *L'effet Tia.* Ne croyez pas pouvoir bien comprendre l'ampleur de ce nouveau cyclone qui nous vient du Royaume Uni sans avoir lu le premier article. Mais attendez vous à une surprise de taille...

2- *L'ère de Frankenstein.* Dans quelle époque vivons-nous ? Nous venons d'entrée dans le 21^{ème} siècle et pourtant le bricolage scientifique tient lieu de raison supérieure. Il faut dire qu'il se targue d'un dieu doré, la bourse.

3- *Brèves de Russie.* Comme chaque mois quelques nouvelles de ce pays.

4- *Le principe de la demande implicite.* Une mise au point experte sur les relations entre le service public et le privé. Marchand, non-marchand... rentable, dispendieux ? Lisez plutôt pour sortir du carcan de la pensée unique.

5- *Barcelona 2001.* Voudriez-vous participer au jugement public de la Banque mondial ? Alors rendez-vous fin juin à Barcelone.

6- *Pétition « Le médicament n'est pas une marchandise ».* Si les multinationales sont incapables de pourvoir aux besoins de l'humanité, alors passons-nous en !

Vive la finance !

Alors que l'Education nationale en France accepte que se déroule un jeu financier organisé par une banque, le CIC, les « Masters de l'économie », où tous les élèves peuvent devenir « traders » et tous les gagnants aller voir « Wall Street », la City de Londres prouve que 2 + 2 font bien 4 et que cela suffit pour boursicoter.

Leçon 1 : la bourse n'a aucune valeur pédagogique intrinsèque, il s'agit d'un jeu de hasard. Tout le reste est de l'idéologie.

Après une expérience d'une semaine (du 15 au 22 mars), « la semaine scientifique », Mademoiselle Tia Laverne Roberts a remporté la victoire sur un analyste financier et un « expert » en transactions financières. Organisée par Barclays Stockbrockers, cette expérience imaginée par un psychologue de l'université de Hertfordshire, M. Richard Wiseman (le nom n'est pas une blague), a permis aux trois participants de disposer d'un portefeuille fictif de 5 000 £ (50 000 FF environ) et d'investir durant toute la semaine.



attac

Proclamée grande gagnante, Mlle Roberts a déclaré aux journalistes : « Mom ! ». Il faut dire qu'elle n'a que 4 ans.

Leçon 2 : nous conseillons au CIC d'organiser leur prochain « jeu pédagogique » à la maternelle.

L'analyste financier dont nous ne connaissons pas le nom a rappelé à l'issue de l'expérience qu'il avait prédit dès le début la victoire de l'enfant. L'« expert » en transactions financières, astrologue d'après sa carte de visite, a été perturbé par les mauvaises vibrations du Footsie (indice boursier) ce qui explique, d'après lui, ses mauvaises performances.

Leçon 3 : un astrologue ne prédit pas la victoire de la fillette mais l'investisseur, si ! décidément...

L'indice Footsie 100 s'est écroulé tout au long de la semaine. La gamine de 4 ans investit... et perd 4,5% sur ses investissements. L'astrologue consulte tarots et boules de cristal et perd 10%. L'analyste analyse et financierise le chaos, c'est de la mathématique à la sauce broker, il perd 7%.

Et toute la profession bafouée dans ses dogmes de sauter sur l'occasion pour faire remarquer que la pertinence des investissements en bourse, de nos jours, ne pouvait se juger que sur un an au minimum. Mais Mlle Roberts, du haut de ses 4 ans d'expérience de bac à sable leur a crié « pas du jeu ! ». Ce qu'ils sont mauvais joueurs tout de même ces banquiers... Il faut avouer que ce sont des garçons, ma chère Tia. Malheureusement il va falloir t'y habituer.

Devoir à rendre la semaine prochaine : le naturel est-il une idéologie ou une réalité ? (nous invitons tous les professeurs de philosophie à organiser un grand jeu pour tous les cadres du CIC, « les Maîtres de Sophie » avec comme prix un voyage à Athènes.)

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Actions dans toute la France, mercredi 28 mars.

A Paris devant le Ministère de l'éducation à partir de 16h00. Pour toutes les autres villes, voir avec un groupe local près de chez vous <http://attac.org/contact/>

Rendez vous maître des "Masters de l'économie"
La finale du jeu concours "les masters de

l'économie" se déroulera le mercredi 28 mars 2001 à 14h30 et aura lieu aux sièges des banques régionales du groupe CIC. Chaque membre des 3 équipes finalistes se verra récompensé par un prix (l'équipe classée première gagnera un voyage à New-York, la deuxième une console de jeu Playstation2 et la troisième un appareil photo numérique). Nous vous invitons, au moment de la finale, le mercredi 28-03, à organiser des actions de protestation auprès des Rectorats et Inspections d'Académie. Suggestions: Prévoir une délégation avec demande de rendez-vous auprès du Recteur ou des Inspecteurs d'Académie. A cette occasion vous pouvez leur demander le rapport que devaient faire deux Inspecteurs généraux d'économie. Nous ne l'avons jamais vu. J Lang avait parlé d'un "code de bonne conduite applicable au partenariat entre les établissements scolaires et les entreprises privées". Nous ne l'avons toujours pas vu! Il serait souhaitable de leur rappeler qu'une note du Bulletin officiel du 2 septembre 1999 précise "qu'il ne sera pas donné suite aux sollicitations émanant du secteur privé, dont les visées ont généralement un caractère publicitaire ou commercial". A ce jour seul le recteur de l'Académie d'Amiens a répondu et a demandé aux établissements de respecter la note du BO du 2 septembre 99.

L'effet Tia

Après s'être rendue compte de l'irrationalité des marchés ce que nous baptisons « l'effet Tia » (pour celles et ceux qui auraient sauté le premier article à cause du titre de celui-ci et de sa parenté avec celui général du Courriel, nous vous invitons à y retourner maintenant car sinon vous n'allez plus rien y comprendre), les « autorités » et autres sommités viennent-elles d'avoir un coup de réalité ?

On peut le croire à la lecture d'un article du Financial Times daté du lundi 26 mars. On y découvre en page 6 un tout petit quelque chose écrit qui porte le titre : L'Argentine agit pour faire repartir son économie (Argentina acts to boost economy). Là un œil perspicace se rend compte que noir sur saumon c'est écrit ! bien écrit... au deuxième paragraphe.

« Parmi les mesures qui prendront effet cette semaine une taxe sur les transactions financières sera mise en place dont il est prévu qu'elle rapportera 6 milliards de dollars. » (traduction de l'anglais)



attac

D'autres mesures portant sur l'élévation des tarifs douaniers visant à limiter les importations et à protéger les productions locales (dixit FT) seront aussi mises en place. Gageons que l'OMC n'aimera pas cela et que la Zone de Libre Echange des Amériques va en avaler son Buenos Aires et son Québec le mois prochain.

La dollarisation du peso argentin n'aura servi à rien et surtout pas à éviter la récession et la panique de nos chers investisseurs avertis. Pour protéger de l'effet Tia, la taxe Tobin. Sachons-le.

L'ère de Frankenstein

Dans son roman *Le Meilleur des mondes* Aldous Huxley prévoyait la fabrication en série des êtres humains. Dans des éprouvettes les embryons se développaient en fonction de leur futur rôle dans la société depuis les Alphas destinés à commander jusqu'aux Epsilons destinés à la servitude.

Soixante-dix ans plus tard, la biogénétique nous offre comme cadeau pour le nouveau millénaire une nouvelle race humaine. En changeant le code génétique des générations à venir la science produira des êtres intelligents, beaux et peut-être même immortels selon (bien entendu) le prix que chaque famille pourra payer.

James Watson, prix Nobel, à l'origine de la découverte de la structure de l'ADN et chef du projet du génome humain nous prédit l'avènement du despotisme scientifique. Watson refuse tout limite à la manipulation des cellules reproductrices humaines : il ne doit y avoir « aucune limite ni à la recherche ni au commerce ». Et il ajoute sans hésitation « nous devons rester dans les limites des lois et règlements (existants) »

Gregory Pence qui possède la chaire d'éthique médicale à l'université d'Alabama, revendique le droit des parents à choisir les enfants qu'ils veulent, « de la même façon que les éleveurs font des croisements pour obtenir le chien le mieux adapté à la famille ».

L'économiste Lester Thurow du MIT (Massachusetts Institute of Technology), théoricien très célèbre du « succès », se pose la question de savoir qui pourrait bien refuser à se programmer un fils avec un coefficient intellectuel élevé, « S'il ne le fait pas, ses voisins le feront et son fils sera l'idiot du village... »

Si nous avons de la chance (?), les viviers du futur produiront des super-enfants ressemblant

à ces génies. L'amélioration de l'espèce humaine n'aura plus besoin des fours crématoires ou l'Allemagne purifiait la race, ni de la chirurgie que les Etats-Unis, la Suède et d'autres pays utilisèrent pour éviter la reproduction d'êtres humains de mauvaise qualité. Le monde produira des êtres humains génétiquement modifiés comme il produit déjà des aliments génétiquement modifiés.

2001 Odyssée de l'espace... Nous y sommes déjà en 2001 et déjà nous avalons des nourritures chimiques comme l'avait prédit le film de Stanley Kubrick il y a plus de trente ans. Maintenant ce sont les géants de l'industrie chimique qui nous donnent à manger. En matière de sigles, après le DDT et le PCB qui finalement furent interdits des années après que l'on eut découvert qu'ils étaient plus porteurs de cancer que de bonheur, est arrivé le tour des OGM, les organismes génétiquement modifiés. Depuis les Etats Unis, l'Argentine et le Canada, ils envahissent le monde et nous sommes tous les cochons d'Inde des expériences gastronomiques des grands laboratoires.

En fait nous ne savons même plus ce que nous mangeons. A part quelques exceptions, les étiquettes sur les emballages ne nous disent jamais les éléments ayant subi des manipulations d'un ou plusieurs de leurs gènes. Monsanto, le plus grand fournisseur dans ce domaine, ne donne aucune indication à ce sujet. Même quand il s'agit de lait provenant de vaches ayant été traitées avec des hormones transgéniques de croissance.

D'après le *Lancet*, journal international des services de santé, et autres publications scientifiques, ces hormones favorisent le cancer de la prostate et du sein, mais la FDA (Food and Drug Administration) des Etats Unis en autorise la vente sans aucune mention spéciale sur les étiquettes parce que, en fin de compte, ces hormones accélèrent la croissance, augmentent le rendement et par conséquent la rentabilité.

Place aux priorités ! Et la première est celle de la santé de l'économie ! De toutes les façons quand Monsanto est obligé d'avouer ce qu'il vend comme par exemple dans le cas des herbicides, cela ne change pas grand chose. Il y a quelques années Monsanto dut payer une amende pour avoir fait 75 fausses inscriptions sur les bidons de l'herbicide « Round-Up »... 3 000 dollars américains par inscriptions erronées...

Certains pays se défendent, ou au moins essaient. En Europe l'importation des produits



attac

de l'ingénierie génétique est défendue dans certains cas et dans d'autres soumises à contrôle. Depuis 1998 l'Union européenne exige des étiquettes claires pour le soja génétiquement modifié mais il est extrêmement difficile de mettre en pratique ces bonnes résolutions. La trace se perd dans les manipulations successives : selon Greenpeace, le soja OGM est présent dans 60% de tous les aliments mis en vente dans les supermarchés du monde entier.

Dans les manifestations écologistes, un poisson géant tient une pancarte « Touche pas à mes gènes », à son côté une tomate géante demande la même chose. Dans le monde entier la protestation grandit. L'attitude européenne est le résultat de la pression de l'opinion publique. Lorsque les fermiers français arrachèrent des champs de plantes transgéniques à cause de la nocivité de ces produits sur l'écosystème, José Bové devint un héros national et déclara pour sa défense : nous autres consommateurs et fermiers, personne ne nous a consultés à ce sujet ! Jamais.

L'Etat français qui l'avait fait arrêter, retira son autorisation à la culture du maïs inventé par la biotechnologie. Peu de temps après, l'entreprise américaine Kraft Foods due reprendre des millions de Tortillas de maïs de la marque Taco Bell suit aux plaintes des consommateurs qui avaient été victimes d'allergies.

Pendant ce temps là, Madeleine Allbright, ancienne ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, disait et répétait en Europe qu'il n'y avait aucune preuve que les aliments génétiquement modifiés soient nuisibles à la santé ou à l'environnement.

Les européens ont des raisons très concrètes de se méfier des pirouettes technocratiques dans leurs assiettes... ils viennent d'être échaudés avec leur récente expérience des « vaches folles ». Pendant des millénaires, alors qu'elles mangeaient de l'herbe, elles se comportaient de manière exemplaire et acceptaient leur destin... et cela jusqu'à ce que nous les obligions à devenir cannibales. Les vaches mangèrent de la vache, devinrent plus grasses, et produisirent plus de viande et de lait. Elles furent alors félicitées par leurs patrons et applaudies par les marchés. Puis, d'un seul coup, elles devinrent dingues. On a bien rigolé jusqu'au premier mort (humain), au dixième, au vingtième, au centième... En 1996 le Ministère anglais de la Santé publique informait la population que le sang et la gélatine animales étaient des aliments

sans danger pour le bétail et inoffensifs pour la santé des êtres humains...

Edouardo Galéano
Première publication Correo Informativo 80
informativo@attac.org
Traduction : Stan Gir, traducteur bénévole.
André Intartaglia cooditrad@attac.org

Brèves de Russie

Grâce à son envoyée spéciale en Russie, Carine Clément, le Messenger Syndical publie à partir de ce numéro une série d'interview de militants syndicaux engagés dans des luttes concrètes dans différentes villes et entreprises. Dans le numéro 8, le Messenger Syndical donne la parole à Igor Kouznevstov, militant de la Confédération Sibérienne du Travail (SKT) et co-président de Zachtchita Truda. Agé de 37 ans, Igor Kouznevstov fait partie de cette nouvelle génération de militants venu au combat syndical au début des années 90. Responsable de la Confédération Sibérienne du Travail), Igor consacre également une grande partie de son temps à parcourir la Russie, pour tisser des liens avec tous ceux qui résistent et organiser une solidarité concrète.

INTERVIEW DE IGOR KOUZNEVTSOV (extrait)

M.S : D'où vient la Confédération Sibérienne du Travail (SKT)?

I.K : Elle a été fondée par des anarcho-syndicalistes de Sibérie. Elle aurait pu être créée plus tôt, mais en Russie, on regarde toujours vers Moscou. Et comme la Fédération anarchiste de Moscou passait son temps à critiquer Sotsprof, un des premiers regroupements de nouveaux syndicats, nos camarades de la fédération étaient méfiants par rapport aux syndicats. Mais j'ai réussi à les persuader, et en premier lieu Vassili Starostine, un des leaders de la Confédération anarchiste d'Omsk. Nous avons commencé en 1995 par créer un syndicat exclusivement ouvrier, dans le combinat chimique de la ville de Seversk, dans la région d'Omsk. Puis, un peu après, j'ai fondé le syndicat des "travailleurs intellectuels". Et puis, j'ai fait la connaissance de A. Vorobiov, à Anjero-Soudjensk, et là je suis rentré dans le vrai syndicalisme, vivant et combatif. Je plaisante souvent avec Starostine : pendant que vous faites de la théorie syndicale, nous sommes dans l'action ici. A Anjero-Soudjensk, la situation économique est catastrophique, les mines et les entreprises ferment les unes après les autres. Je crois que c'est une des raisons pour lesquelles la



attac

population est prête à la révolte. Ce sont des gens formidables, les femmes surtout. Elles n'ont peur de rien, elles sont prêtes à se coucher sur les rails au premier appel. C'est d'Anjero-Soudjensk qu'est partie la guerre des rails de 1998, nous avons été les premiers à organiser le blocage des voies et les derniers à lever le blocus. Ce sont des gens, là-bas, extrêmement combattifs. Ils faut même parfois les retenir. Ils n'ont peur de rien. La barrière psychologique de la peur a disparu. (...)

M.S. Quelles sont les principales activités de la Confédération ?

I.K. Nous avons commencé à faire ce que font tous les syndicats libres -Syndicat indépendant des mineurs, Confédération panrusse du travail, fédération Sotsprof : défendre les gens quand ils sont licenciés de façon illégale, mener des actions en justice, etc. Ensuite, nous avons organisé des grèves, inventé / imaginé d'autres moyens d'actions. Nous faisons aussi des actions en directions des organes d'Etat chargés de la gestion des mines et de la reconversion, pour que les fonds promis à la reconversion ou aux indemnités arrivent aux gens à qui ils sont destinés. On envoie des délégations à Moscou, on agite la menace de piquets, de meetings, de blocages des voies ferrées. Et c'est efficace ! A. Touleev (le gouverneur de la région du Kouzbass) a peur de ces actions, elles portent atteinte à son prestige, à son autorité. Mais c'est une lutte difficile à mener : malgré maintes promesses et la venue de plusieurs commissions de contrôle, l'argent arrive difficilement à destination. Un problème auquel nous sommes confrontés, c'est que les gens adhèrent trop tardivement à la Confédération, une fois qu'il n'y a presque plus aucune chance de sauver l'entreprise. Lorsqu'une entreprise est mise en faillite, je pense notamment à l'usine "Groupovaïa Obogatitelnaïa" - et que les travailleurs sont licenciés, nous essayons tout de même de garder des liens avec les gens licenciés, et de les organiser. Lors de la privatisation de leur entreprise, les travailleurs ont reçu individuellement ou collectivement une partie (minoritaire) des actions. Nous organisons la lutte sur cette base : il s'agit au nom des "travailleurs - propriétaires" de l'entreprise de demander des comptes à la direction sur les malversations auxquelles elle s'est livrée - y compris devant les tribunaux.

Quelles sont nos autres initiatives ? Pendant un temps, je me suis occupé d'organiser les SDF afin de leur rendre un semblant de dignité; c'est difficile, il faut voir la façon dont ils sont traités

par les autorités : comme des moins que rien, comme s'ils n'avaient aucun droit, même quand ils subissent des agressions ! Nous organisons également les retraités, qui eux aussi sont très actifs, notamment lors des meetings et des manifestations. Anjero-Soudjensk, c'est ma ville préférée sur la planète. Il n'y a pas longtemps, les habitants ont décidé, de leur propre initiative, de faire circuler une pétition pour exiger l'annulation des augmentations des charges communales sur les logements (loyers, gaz, électricité). Ces augmentations ont été décidées à travers toute la Russie ! Eh bien, Anjero-Soudjensk est la seule ville à avoir obtenu l'annulation immédiate de ces augmentations. ! Le pouvoir a dû reculer. Du côté de la police, il a aussi du mouvement, un syndicat de policiers est en train de s'organiser sur des bases tout à fait correctes, avec une totale indépendance à l'égard de la hiérarchie. (...)

M.S : Et qu'est-ce que tu attendrais des syndicats de l'Ouest ?

I.K : J'ai une proposition très concrète : développer la solidarité. Ici comme dans les autres pays, nous nous battons pour les mêmes choses. Nous appartenons à une même famille. Ce qui serait bien, ce serait un soutien lors des attaques contre nos militants, en cas de procès, d'arrestation, de pressions politiques d'envoyer un télégramme ou un fax de soutien. C'est utile ! Lorsqu'on arrive à faire du bruit autour d'une personne menacée, ça peut faire reculer, en tout cas ils n'osent pas aller jusqu'au bout de leurs menaces. Pour ces actions de solidarité je m'engage à fournir les informations précises sur les militants en cause, sur les accusations dont il font l'objet. Je parcours tout le pays justement pour rencontrer personnellement tous ces gens et me rendre compte de qui est qui. Un tel soutien, serait très utile et nous encouragerait beaucoup. L'autre point sur lequel la solidarité des syndicats occidentaux est indispensable, c'est la lutte contre le projet de Code du travail que le gouvernement veut nous imposer et qui remet en cause tous les droits des travailleurs. Il n'est pas question de demander aux syndicats occidentaux de défendre tel ou tel projet alternatif (les syndicats en Russie sont divisés et défendent des projets différents). Mais par contre il est essentiel d'organiser une campagne très large contre le projet gouvernemental.

Lire le numéro 8 dans son intégralité :

<http://attac.org/fra/inte/doc/russie8.htm>

Ce périodique (mensuel) a été réalisé par des membres du groupe international d'ATTAC qui



attac

s'occupent plus particulièrement de l'Europe de l'Est et Centrale. Vous pouvez les contacter directement si vous le souhaitez : groupe-est@attac.org

Le principe de la demande implicite

Depuis vingt ans s'est progressivement imposée l'idée selon laquelle l'implication de l'Etat et des collectivités publiques dans l'économie aurait atteint un niveau trop élevé, au point de faire franchir aux " prélèvements obligatoires " un seuil insupportable. Insupportable pour les individus et les entreprises qui s'en acquittent. Et insupportable pour l'ensemble de l'économie qui serait pénalisée par le " détournement " de ressources vers le secteur public qui auraient été mieux employées par les agents privés s'ils avaient pu en conserver l'usage. Ces deux considérations ont été abondamment diffusées par le biais, d'une part, d'un adage érigé en loi économique, " trop d'impôt tue l'impôt ", qui n'est que la traduction populaire – ou populiste – d'une courbe plus savante connue sous le nom de Laffer, et, d'autre part, de l'effet d'éviction de l'investissement privé par l'investissement public.

Dans ce contexte idéologique, les décisions de plusieurs gouvernements européens de réduire les impôts étaient attendues impatientement par tous les lobbies anti-impôt : une baisse de 291 milliards de francs en Allemagne de 1998 à 2005, et de 200 milliards en France de 2000 à 2003. Leur justification fondamentale est que l'activité menée sous la responsabilité de l'Etat serait gaspilleuse, sous-optimale et cause de marasme économique.

Pour contester le bien-fondé de ces décisions, on peut invoquer le fait qu'il n'y a pas de prélèvements nets puisque les services publics et la protection sociale sont la contrepartie positive des impôts et cotisations sociales. On peut aussi insister sur l'aspect redistributif des prélèvements qui, quoique modeste, n'en est pas moins réel. On peut enfin faire remarquer qu'il est impossible de déterminer à l'avance si les contribuables travailleront plus pour compenser une hausse éventuelle de l'impôt ou moins pour en atténuer la charge. Mais cela ne suffit pas. Il faut porter l'argumentation contre la pensée libérale au niveau théorique, c'est-à-dire lui opposer une réfutation logique. A cette seule condition, la légitimité de l'intervention publique aura quelque chance d'être retrouvée. Voici une proposition pour aller dans ce sens.

Elle part du concept keynésien d'anticipation et elle suggère d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée ex ante par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont ensuite être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, après que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur " paiement " de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts de l'année n servent à payer les dépenses publiques de l'année n+1 et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée



attac

; elle est produite. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Enfonçons le clou : dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires consentis socialement et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'implicite car il existe un écart entre le consentement collectif à leur existence et les réticences individuelles au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur. Selon celle-ci, seule la production pour le marché serait légitime car elle seule engendrerait de la valeur. Mais de quelle valeur s'agit-il ? Il s'agit de valeur contenant un profit pouvant être approprié par des personnes ou des groupes privés. En face, l'activité publique ne produit ni valeur marchande ni profit, mais elle produit de la valeur d'usage, c'est-à-dire de la richesse, utile socialement, et bénéficiant même à l'activité privée sous forme d'externalités positives dont les économistes néo-classiques ont découvert récemment les vertus. Mais, en niant la vieille distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage, c'est-à-dire entre valeur et richesse, établie par Aristote et remise à l'honneur par Smith, Ricardo et Marx, en assimilant les deux notions, les économistes néo-classiques laissent accroire que la satisfaction de tous retirée des valeurs d'usage ne peut provenir que de l'extension perpétuelle des valeurs d'échange, c'est-à-dire de la marchandisation du monde et donc du recul des services publics.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait

été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe de la demande implicite anticipée.

Jean-Marie Harribey. Professeur de sciences économiques et sociales à l'Université Bordeaux IV. Membre du Conseil scientifique d'ATTAC France cs@attac.org

Texte publié en partie par Le Monde le 20 mars 2001 sous le titre « La légitimité économique de la dépense publique ».

Barcelona 2001

Cher(e)s Ami(e)s

Il semble que peu d'entre vous soient au courant de la venue de la Banque Mondiale (BM) à Barcelone en juin (du 25 au 27), à l'occasion de la Conférence sur l'économie du développement et que nous (pratiquement tous les mouvements catalans citoyens et sociaux, en plus de quelques organisations politiques de gauche et des ONG, dont le support, entre autre de ATTAC Portugal) sommes en train de préparer les festivités pour l'accueillir sous une commune et unique campagne appelée "Barcelona 2001". J'ai ainsi pensé qu'il serait utile de vous informer de ces événements par la mise au point suivante.

La campagne contre la réunion de la BM « Barcelona 2001. Globalisons les solidarités et les résistances » a déjà commencé, avec différents groupes travaillant sur les divers aspects de l'événement, bien que, formellement, elle sera lancée le 17 avril (jour international du combat pour une agriculture autochtone et contre le dumping social et économique) partout en Espagne. Nous savons que la réunion de la BM à Barcelone n'est pas sur l'agenda international, puisque ce n'est pas un sommet de haute stature, mais seulement une conférence. Cependant, cette rencontre est une opportune occasion de permettre aux citoyen(ne)s de connaître la BM et de savoir ce qu'elle fait. Les principaux événements sont les suivants :

- les 22 et 23 juin : conférence " de contre poids ", avec deux sessions plénières et à peu près 25 ateliers (avec les présences, entre autre, de Bernard Cassen et de Susan George, des intellectuels espagnols renommés comme Vidal-Beneyto, sont pratiquement confirmées, des activistes reconnus seront aussi présents)



attac

- le 23 juin (samedi soir) : fête avec des groupes, feux d'artifices et mise à feu symbolique de la BM - le 24 juin (dimanche) : grande manifestation festive

- les 25, 26 et 27 juin : conférence officielle de la BM, avec diverses actions de résistances civiques, encerclement de la conférence, etc.

- 27 juin : clôture des événements alternatifs avec un jugement populaire de la BM (les participants des ateliers auront élaboré des accusations et une sentence sera prononcée pour chaque accusation).

Nous savons que l'agenda international est vraiment très chargé cette année et que nous devrions aussi concentrer nos efforts sur Gènes (sommet du G7) et sur d'autres événements. Cependant, nous vous invitons à participer, soit en venant ici (nous vous trouverons un logement convenable), soit depuis où vous êtes. Pour le moment, veuillez, s'il vous plait, faire circuler ce message aussi largement que possible.

Merci à toutes et tous et recevez d'affectueuses pensées depuis Barcelone.

Carlos Frade (Direction d'ATTAC Catalogne).
catalunya@attac.org
Traduction : Julie Duchatel, traductrice bénévole
coeditrad@attac.org

Pétition, "Le Médicament n'est pas une marchandise"

La situation préoccupante du site de production Aventis Rhône-Poulenc Biochimie, situé à Saint Aubin lès Elbeuf (76) nous a amené à développer une réflexion sur l'industrie pharmaceutique et les besoins sociaux en médicaments à la surface de la planète.

Notre site de production va être séparé en deux unités distinctes.

L'avenir de la partie santé est particulièrement sombre. 50% des capacités de production sont aujourd'hui inutilisées. Il s'agit pourtant de la première capacité de production de médicaments par fermentation en Europe. Plus de 60 % de la production mondiale de vitamine B12 y est fabriquée. Les principes actifs de deux antibiotiques (pyostacyne et synercid) y sont élaborés. Cette unité de fabrication a produit dans un passé encore proche de la pénicilline, de la streptomycine, Elle peut produire de nombreuses autres molécules entrant dans la

composition de médicaments essentiels à la santé de certaines populations.

Aujourd'hui, cet outil de production n'entre plus dans les orientations stratégiques (privilégier la rentabilité financière à court terme) du groupe Aventis (Rhône-Poulenc et Hoechst). Ce sont des centaines d'emplois qui sont menacés. C'est la destruction programmée de cet outil de production qui est en jeu. Alors que des millions d'hommes de femmes et d'enfants meurent chaque année faute de médicaments essentiels. Nous constatons la contradiction flagrante entre le discours des trusts pharmaceutiques et la réalité.

Des mesures d'urgence s'imposent. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de la pétition que vous trouverez ci-après. Elle complète des initiatives similaires, telles que la pétition de Médecins sans Frontières ...

Nous vous demandons de la relayer massivement auprès de toute personne, association, organisation pour qui le prix de la vie humaine ne doit pas se négocier à Wall Street.

Solidaires !
Pour Sud Chimie,
François Teyssier
Jean-Claude Garret

SUD CHIMIE. Syndicats des Travailleurs Solidaires, Unitaires et Démocratiques de la Chimie. Union Syndicale G10 – SOLIDAIRES. 67 rue Saint Julien - 76100 Rouen France FAX : 02 35 87 39 25 E mail : sud.rpb@wanadoo.fr

PETITION

LE MEDICAMENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE

LES TRUSTS PHARMACEUTIQUES, DONT L'OBJECTIF EST DE MAXIMISER LE PROFIT

- ATTAQUENT LES PROGRAMMES PERMETTANT DE SOIGNER A MOINDRE COUT DES POPULATIONS DEFAVORISEES

- PROGRAMMENT LA DESTRUCTION D'UNITES ENTIERES DE FABRICATION DE MEDICAMENTS ET LA LIQUIDATION DE MILLIERS D'EMPLOIS

ILS SE REVELENT INCAPABLES DE SATISFAIRE LES BESOINS DE L'HUMANITE

DES MESURES D'URGENCE S'IMPOSENT.



attac

Les trusts mondiaux de la pharmacie révèlent leur véritable visage en poursuivant devant les tribunaux de Prétoria le gouvernement sud africain. Ce dernier s'est donné les moyens législatifs de procurer des médicaments génériques à prix raisonnables aux 4 millions de sud-africains atteint par le HIV. Les médicaments commercialisés par les grands trusts coûtent 20 000 dollars par an et par patient. Un traitement générique permet d'abaisser ce coût entre 350 et 600 dollars.

De même au Brésil, les trusts pharmaceutiques américains s'adressent à l'OMC pour empêcher le gouvernement brésilien de soutenir la production de traitements à un prix nettement inférieur à ceux commercialisés par ces trusts. Le programme soutenu par le gouvernement brésilien a pourtant permis de soigner gratuitement 90.000 personnes et de faire reculer la mortalité due au VIH de 50%.

De façon plus générale, l'industrie pharmaceutique ne répond que partiellement aux besoins de la population mondiale en médicaments. Un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) établit que 16 millions d'hommes de femmes d'enfants meurent chaque année à la surface de la planète parce qu'ils manquent de médicaments. Les traitements existent ; les médicaments ne sont pas fabriqués car considérés par les trusts comme insuffisamment rentables.

Les trusts de l'industrie pharmaceutique concentrent leurs capitaux sur les médicaments qui se vendront aux Etats-Unis, en Europe, au Japon (80% des ventes mondiales de médicaments). Ils délaissent la recherche et la production des médicaments permettant de lutter contre les maladies infectieuses, parasitaires ou orphelines.

L'objectif avoué de ces trusts est de créer de la valeur pour l'actionnaire. Ils se révèlent donc incapables de satisfaire les véritables besoins de l'humanité en médicaments.

Cet objectif principal se traduit par des suppressions d'activités, de postes de travail, des fermetures programmées d'usines de productions.

L'usine de production d'Aventis Rhône-Poulenc Biochimie, située à Elbeuf en Seine-Maritime, subit de plein fouet cette politique. Rhône-Poulenc Biochimie, premier producteur mondial

de vitamine B12, a fabriqué plusieurs types d'antibiotiques durant sa vie. Aujourd'hui, les orientations d'Aventis, se traduisent par la sous utilisation des capacités de productions : la moitié des appareils reste désespérément vides. Ces orientations risquent de conduire demain à la disparition pure et simple de cet outil de production, accompagnée de la suppression de centaines d'emplois. Et cela à l'heure même où les besoins en médicaments sont dramatiquement mis en évidence. Si les trusts pharmaceutiques se révèlent incapables de satisfaire les besoins de l'humanité en médicaments, des mesures d'urgence s'imposent.

C'est pourquoi, nous en appelons à tous les citoyens, associations, organisations, représentants politiques à intervenir pour imposer des solutions humaines, rationnelles et d'avenir face à l'incapacité des trusts pharmaceutiques de satisfaire les besoins vitaux de l'humanité en médicaments, car guidé par le seul souci de profit maximal et immédiat.

Les signataires de la pétition s'adressent au gouvernement français et au parlement européen pour mettre en œuvre, par tous les moyens utiles, des mesures permettant de satisfaire les véritables besoins de l'humanité en médicaments.

Et notamment :

- l'attribution de subventions, aides, ... aux seuls projets de recherche et de développement présentant une véritable utilité sociale.

- l'obligation pour les trusts pharmaceutiques d'utiliser une partie au moins de leurs formidables bénéfices dans des programmes de développement et fabrication de médicaments utiles et indispensables

Les listes des productions utiles pourraient être élaborées en concertation avec les organisations non-gouvernementales.

- la réquisition des unités de fabrications qui ne sont pas utilisées afin de fabriquer les médicaments qui font défaut aujourd'hui.

Signatures :

Nom, Prénom / Adresse / Association, organisation, entreprise / Signature

A renvoyer à SUD CHIMIE - 67 rue Saint Julien
76100 Rouen France ou FAX : 02 35 87 39 25
ou E mail : sud.rpb@wanadoo.fr



attac

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : BE : UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES ULB – LIEGE – BRUXELLES – ES : MADRID – IE : DUBLIN – FR : PARIS 11 – BOURGES

Mercredi : BE : BRUXELLES – LIEGE – ES: MADRID – IE: DUBLIN – FR: ROCHEFORT – PARIS 11

Jeudi: BE: BRUXELLES – IE: DUBLIN – FR: CHARLEVILLE MEZIERES – BLOIS - CHINON